

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et  
Environnement  
Cité administrative Jean Montalat  
BP.314  
19011 Tulle

Tulle, le 02/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LE JOSSEC CELINE**

LE CHER  
19800 Sarran

Références : DDETSP19202500784  
Code AIOT : 0051900626

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement LE JOSSEC CELINE implanté LE CHER 19800 Sarran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'effectue conjointement avec le service santé et protection animales.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE JOSSEC CELINE
- LE CHER 19800 Sarran
- Code AIOT : 0051900626
- Régime : Déclaration

Madame LE JOSSEC exploite un élevage canin sur la commune de SARRAN, elle effectue de la reproduction entre Husky et Samoyède.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification substantielle	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, le volume de chiens est nettement supérieur au seuil du régime déclaratif qui encadre l'activité de madame LE JOSSEC. Une régularisation administrative est nécessaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification substantielle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime applicable
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspecteur a comptabilisé plus de 75 chiens sur le site, ce chiffre a été validé par l'exploitante.  De ce fait le site soumis à déclaration par récépissé du 10/05/2011 pour une activité comptant un maximum de 49 chiens ne respecte pas le seuil fixé par la réglementation.  Aussi l'exploitante doit faire connaître à l'inspection des installations classées quelle réglementation lui est applicable, à savoir que :  - Soit elle réduit son nombre d'animaux à un effectif qui ne dépasse pas 50 chiens âgés de plus de 4 mois et reste sous le régime de la déclaration,  - Soit elle dépose un dossier de demande d'enregistrement afin d'encadrer le volume de chiens par rapport à son activité.  <b>Cette notification devra intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</b>  À l'issue de celle-ci de nouveaux délais pourront être mis en place afin de régulariser la situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois